

L'ajournement

Pendant des dizaines d'années, mes concitoyens se sont laissés bercer de faux espoirs et ont marché derrière la carotte. Il est temps que cela cesse, que les promesses se matérialisent et que nous soyons totalement réalistes.

[Français]

Mme Monique Bernatchez-Tardif (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le Cap-Breton a une population de travailleurs d'environ 69,000 personnes, soit 18 p. 100 de l'ensemble de la Nouvelle-Écosse. De ce nombre, actuellement 14,000 sont sans emploi, ce qui rend le taux de chômage à 20 p. 100. Conséquemment, il est essentiel que le Cap-Breton soit dorénavant la cible de tous les efforts industriels.

La stratégie du gouvernement fédéral pour le Cap-Breton se compose des éléments suivants:

—Un ensemble de subventions dont l'objectif est d'inciter les natifs du Cap-Breton et d'autres investisseurs à injecter des ressources humaines et financières afin de créer des emplois à long terme;

—Un comité consultatif assurant le suivi des stimulants liés aux taxes et des recommandations quant à la création d'emplois à long terme; et enfin,

—Une coopération avec les gouvernements provinciaux afin d'assurer coordination et efficacité.

La Banque fédérale de développement a un programme qui offre des séminaires informant les employés de l'*EACL* qui ont été mis à pied sur la façon d'établir une entreprise. Certains de ces employés ont démontré un intérêt pour le Cap-Breton.

L'Expansion industrielle régionale, la Société de développement du Cap-Breton et le *Skita* travaillent présentement de concert afin d'assurer une coordination dans la promotion des efforts orientés vers le Cap-Breton.

[Traduction]

Le ministre compte recevoir le rapport que le comité consultatif du Cap-Breton doit remettre aux gouvernements fédéral et provinciaux d'ici la fin du mois. Tandis que le comité consultatif examine les questions de développement économique à

long terme, le gouvernement fédéral a beaucoup fait pour répondre aux besoins immédiats des chômeurs du Cap-Breton. Dans le cadre de programmes permanents et spéciaux d'un grand nombre de ministères et d'organismes fédéraux, il a créé des milliers d'emplois pour atténuer en partie les méfaits immédiats du chômage au Cap-Breton.

En 1985, les programmes d'Emploi et d'Immigration Canada ont créé dans cette région 2,500 emplois à court terme. Cette année, la division du charbon de la Société Devco a mis quelque 1,200 chômeurs au travail à la réalisation de ses projets.

Les programmes du ministère de la Défense nationale ont permis de créer 140 emplois à court terme pour les jeunes du Cap-Breton. Des travaux de construction au collège de la garde côtière sont responsables de la création de 1,200 semaines-personnes de travail. Un autre projet de la garde côtière, notamment l'agrandissement du quai et la construction d'un abri provisoire à North Sydney, représentera 1,500 semaines-personnes. En tout, cela fait environ 108 emplois d'une durée de six mois.

L'aide accordée par le gouvernement fédéral pendant cette année financière, au titre de deux accords fédéraux-provinciaux dans le domaine de la foresterie, produira 6,240 semaines d'emploi pour des habitants du Cap-Breton qui travailleront à la valorisation des ressources forestière de l'île. C'est l'équivalent de six mois de travail pour 250 personnes.

La plupart des travaux effectués en vertu du grand programme de la CDIC et de la Devco amélioreront l'infrastructure et la qualité de la vie du Cap-Breton et rendront l'île plus attrayante pour les entreprises susceptibles de créer des emplois à long terme. Le gouvernement aidera le Cap-Breton.

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à 11 heures demain, conformément à l'article 3(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 31.)